

Table des matières

1. Principales lois pour l'open data	2
1.1 1978 – Loi CADA.....	2
1.2 2015 – Loi dite Valter	2
1.3 2016 – Loi pour une République numérique	2
1.4 2021 – Décret n°2021-1572 du 3 décembre 2021	2
2. Qu'est-ce que l'open data ?	3
3. Focus sur la loi pour une République numérique	5
3.1 Données de recherche : Données publiques	5
3.2 Données de recherche : Ouverture et libre réutilisation	6
3.3 Données de recherche : Financements publics / privés	6
4. Crédits.....	7

1. Principales lois pour l'open data

1.1 1978 – Loi CADA

La loi dite CADA est la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000006068643>

Elle est codifiée dans le Code des relations entre le public et l'administration (Livre III, titre 2e du CRPA).

1.2 2015 – Loi dite Valter

La loi dite Valter est la loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public

: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000031701525>

1.3 2016 – Loi pour une République numérique

La loi pour une République numérique (ou loi "Lemaire") est la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000033202746>

L'article 30 est devenu article L. 533-4 du Code de la recherche.

1.4 2021 – Décret n°2021-1572 du 3 décembre 2021

Décret n° 2021-1572 du 3 décembre 2021 relatif au respect des exigences de l'intégrité scientifique par les établissements publics contribuant au service public de la recherche et les fondations reconnues d'utilité publique ayant pour activité principale la recherche publique :

2. Qu'est-ce que l'open data ?

L'open data est un mouvement qui vise à l'ouverture et à la réutilisation des données publiques. Les données de recherche, lorsqu'elles correspondent à des données publiques, ont vocation à être ouvertes.

En France, l'open data trouve ses bases dans la loi CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) de 1978 qui prévoit **l'obligation de communication** des documents administratifs aux personnes concernées.

La loi dite " Valter " (2015) introduit les modalités de **réutilisation** des informations du secteur public et le principe de leur **gratuité**.

L'article 6 du décret du 3 décembre 2021 apporte des précisions pour les **plans de gestion de données**. Le décret n° 2021-1572 du 3 décembre 2021 relatif au respect des exigences de l'intégrité scientifique par les établissements publics contribuant au service public de la recherche et les fondations reconnues d'utilité publique ayant pour activité principale la recherche publique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044411360>

Article 6 : " Les établissements publics et fondations reconnues d'utilité publique mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 211-2 du code la recherche définissent une politique de conservation, de communication et de réutilisation des résultats bruts des travaux scientifiques menés en son sein. À cet effet, ils veillent à la mise en œuvre par leur personnel de plans de gestion de données et contribue aux infrastructures qui permettent la

conservation, la communication et la réutilisation des données et des codes sources ".

En **2016**, la **loi pour une République numérique** (LRN) fixe des mesures sur lesquelles s'appuie la politique nationale de **science ouverte**.

Son article 30 établit le droit pour les chercheurs de **déposer** leurs publications dans une **archive ouverte** sous réserve de respecter certaines conditions.

L'alinéa III de cet article apporte des précisions relatives à la **réutilisation des données de recherche**.

Article 30 de la loi pour une République numérique :

« Art. L. 533-4.-I.-Lorsqu'un écrit scientifique issu d'une activité de recherche financée au moins pour moitié par des dotations de l'État, des collectivités territoriales ou des établissements publics, par des subventions d'agences de financement nationales ou par des fonds de l'Union européenne est publié dans un périodique paraissant au moins une fois par an, son auteur dispose, même après avoir accordé des droits exclusifs à un éditeur, du droit de mettre à disposition gratuitement dans un format ouvert, par voie numérique, sous réserve de l'accord des éventuels coauteurs, la version finale de son manuscrit acceptée pour publication, dès lors que l'éditeur met lui-même celle-ci gratuitement à disposition par voie numérique ou, à défaut, à l'expiration d'un délai courant à compter de la date de la première publication. Ce délai est au maximum de six mois pour une publication dans le domaine des sciences, de la technique et de la

médecine et de douze mois dans celui des sciences humaines et sociales.

« La version mise à disposition en application du premier alinéa ne peut faire l'objet d'une exploitation dans le cadre d'une activité d'édition à caractère commercial.

« II. Dès lors que les données issues d'une activité de recherche financée au moins pour moitié par des dotations de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des subventions d'agences de financement nationales ou par des fonds de l'Union européenne ne sont pas protégées par un droit spécifique ou une réglementation particulière et qu'elles ont été rendues publiques par le chercheur, l'établissement ou l'organisme de recherche, leur réutilisation est libre.

« III. L'éditeur d'un écrit scientifique mentionné au I ne peut limiter la réutilisation des données de la recherche rendues publiques dans le cadre de sa publication.

« IV. Les dispositions du présent article sont d'ordre public et toute clause contraire à celles-ci est réputée non écrite. »

3. Focus sur la loi pour une République numérique

3.1 Données de recherche : Données publiques

" Par principe, les données produites ou reçues dans le cadre de la recherche publique sont juridiquement considérées comme des "documents administratifs" ou des informations publiques ".

" Ce sont les **établissements de recherche** qui, en tant qu'administrations publiques, sont les **garants**, pour les collectifs de recherche, de la **mise en œuvre de l'open data des données publiques** et non les chercheurs à titre individuel ".

3.2 Données de recherche : Ouverture et libre réutilisation

" Les données de recherche issues de l'activité courante des établissements de recherche et détenues par eux sont ainsi soumises, sauf exceptions, aux principes d'ouverture par défaut et de libre réutilisation ".

" Les principes d'ouverture par défaut et de libre réutilisation sont fixés par le CRPA [Code des relations entre le public et l'administration]. Il faut noter que les données de recherche font également l'objet de dispositions complémentaires, prévues par l'article L.533-4 du Code de la recherche ".

3.3 Données de recherche : Financements publics / privés

Le Code de la recherche apporte " des précisions relatives aux situations où ces données sont produites dans le cadre de projets partenariaux associant des financements publics et des financements privés ".

" L'article L. 533-4 du Code de la recherche figure dans le chapitre consacré à " *La valorisation des résultats de la recherche par les établissements et organismes de recherche* ". Sa raison d'être n'est pas de fixer un régime dérogatoire pour les données de recherche (qui, lorsqu'elles correspondent à des données publiques, ont vocation à être ouvertes) " mais d'apporter des précisions dans les cas de financements publics et privés ".

4. Crédits

Arènes C., Maurel L., Rennes S. Guide d'application de la Loi pour une République numérique pour les données de la recherche. 2022. [En ligne]. <https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-03968218>. Consulté le 13 février 2023.